



NC ÉCO demande un moratoire sur les mesures pouvant affaiblir encore le tissu économique calédonien

Mi-novembre, Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO) a adressé au président du gouvernement, aux groupes politiques au Congrès et à l'État un courrier demandant un moratoire sur toutes les mesures qui pénaliseraient les entreprises et la consommation.

Dans le contexte actuel des blocages et violences répétés, qui ont des répercussions importantes sur la vie des entreprises, ce moratoire est d'autant plus indispensable.

« La situation économique calédonienne est difficile et l'attentisme généré par le questionnement sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie amplifie le phénomène », introduit le courrier de novembre.

S'appuyant sur les derniers bulletins de conjoncture de l'ISEE et de l'IEOM, NC ÉCO rappelle les pertes d'emploi dans le secteur privé, le recul de la consommation des ménages et, par ricochet, celui des recettes fiscales.

« Les besoins en recettes fiscales et sociales s'accroissent », constate NC ÉCO, *« mais faire payer aux entreprises et aux ménages plus d'impôts amplifiera la récession et, par là même, la destruction d'entreprises et d'emplois, et in fine ne contribuera pas à dégager des recettes fiscales et sociales suffisantes. »*

Cette demande de moratoire concerne toute mesure ou nouveau projet pouvant avoir des conséquences néfastes sur la vie des entreprises. Exemple : la réforme de la TGC, qui impactera nécessairement la consommation et pèsera négativement sur certains secteurs.



NC ÉCO demande :

- que les collectivités accroissent leur effort de rationalisation de la dépense publique de fonctionnement et continuent à maîtriser l'évolution des dépenses sociales ;
- que l'Etat renforce son soutien à la Nouvelle-Calédonie afin de l'aider à faire face à ses dépenses, le temps que les discussions institutionnelles aboutissent.

Qu'est-ce que Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO) ?

Fin octobre, l'ensemble des acteurs économiques – Chambres consulaires, organisations patronales, syndicats professionnels, clusters – s'est rassemblé sous la bannière commune Nouvelle-Calédonie Économique (NC ÉCO).

Objectif :

- Porter d'une seule voix, hors de tout corporatisme ou parti pris politique, l'impérieuse nécessité d'inclure les enjeux économiques et sociaux dans les discussions sur l'avenir institutionnel du territoire, comme y avait invité le Premier ministre Edouard Philippe le 5 novembre 2018 ;
- Construire une vision autour d'un modèle économique et social partagé et pérenne, quelles que soient les options institutionnelles qui seront choisies.

NC ÉCO est composée des forces vives de l'économie calédonienne, celles qui contribuent à l'aménagement du territoire, génèrent du développement, innovent, créent des emplois, financent nos collectivités et contribuent à la protection sociale des Calédoniens.